



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Nouvelles violences à l'encontre des religieux alors que les rebelles menacent de marcher sur la capitale

Bangui (Agence Fides) - Un religieux a été agressé la semaine dernière dans le village de Bangao – à 80 Km de Bambari, en République centrafricaine – par les rebelles de la coalition Seleka.

Selon les témoignages recueillis par le Réseau des journalistes pour les Droits de l'homme en République Centrafricaine (RJDH-RCA), les rebelles ont ordonné au religieux de leur remettre les clés de sa voiture en panne. Face à son refus, ils l'ont frappé à coups de ceinture. Il s'est agi d'un acte de violence gratuite dans la mesure où les rebelles ont ensuite été contraints d'abandonner le véhicule, vues les très mauvaises conditions dans lesquelles il se trouvait.

A Bambari, les rebelles ont mis à sac la pharmacie du Diocèse, la radio communautaire ainsi que les bureaux de la Caritas.

Dans le sud-est du pays, la population des villes menacées par l'avancée de la coalition Seleka se trouve face à un choix dramatique : demeurer en ville ou se réfugier dans les forêts où se cachent les miliciens de la LRA – Armée de résistance du Seigneur, le groupe rwandais tristement célèbre pour les violences perpétrées sur la population civile.

Entre temps, la coalition Seleka a lancé un ultimatum donnant 72 heures au Président François Bozizé afin qu'il applique intégralement les accords de Libreville signés le 11 janvier faute de quoi, les rebelles marcheront sur la capitale, Bangui. Une délégation de cinq Ministres, qui s'était rendue auprès des responsables de la coalition Seleka, est retenue au quartier général des rebelles, dans la ville de Sibut.

Les rebelles demandent entre autre la libération des prisonniers politiques et le départ des troupes sud-africaines déployées à Bangui, qui sont considérées comme une sorte de « garde prétorienne » du Président Bozizé. La presse locale affirme que ce dernier peut en outre compter sur la Garde républicaine, unité lourdement armée et jusqu'ici tenue à l'écart des combats, ainsi que sur une milice de formation récente. L'éventuelle conquête de Bangui avec ses 800.000 habitants risque de finir dans un bain de sang. (L.M.) (Agence Fides 18/03/2013)